



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254  
43 009 Le Puy-en-Velay

Le Puy en Velay, le 15/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MOULIN Scierie SAS**

Z.A. de Ville  
43220 Dunières

Références : UID4243-DSSP-023-0338  
Code AIOT : 0016500066

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2023 dans l'établissement MOULIN Scierie SAS implanté Z.A. de Ville 43220 Dunières. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULIN Scierie SAS
- Z.A. de Ville 43220 Dunières
- Code AIOT : 0016500066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La scierie Moulin continue son développement : la nouvelle chaîne de trempage ayant fait l'objet d'un porter à connaissance est en cours d'installation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la dernière inspection du 24 janvier 2022	Autre du 25/01/2022, article Rapport de visite	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra communiquer à l'administration les études demandées par la DDT43 concernant son bassin de rétention d'orage (récupération des eaux d'extinction) et indiquer dans son dossier les modifications qu'il souhaite réaliser sur le site de la scierie Moulin.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites de la dernière inspection du 24 janvier 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/01/2022, article Rapport de visite
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suites données par rapport à la dernière visite
<b>Prescription contrôlée :</b> 1- Dossier de réexamen IED 2- Suites des dernières visites d'inspection 2019-2020 3- Création du nouveau bassin d'eaux d'extinction/eaux pluviales 4- Projet d'extension des entités Scierie Moulin / Moulin Bois Energie de l'autre coté de la route
<b>Constats :</b> Point 1 : l'exploitant a transmis lors de la visite un dossier de réexamen IED daté de décembre 2022. Ce document fera l'objet d'un examen par la DREAL.  Point 2 : * risque foudre : Le rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre daté du 12/07/2021 a été produit. <b>Celui-ci ne fait pas état de non-conformité (écart levé)</b> * bruit : l'exploitant travaille sur le sujet, il reste à produire des analyses sonores conformes et à transmettre les derniers rapports réalisés (écart à suivre)  * concentration en propiconazole des eaux souterraines : l'exploitant a transmis lors de la réunion, les valeurs des différents paramètres mesurés lors de la dernière campagne de juillet 2023. La valeur mesurée pour le propiconazole est de 0.08 ug/l en juillet 2023 (inférieur au seuil de 0,1ug/l) alors qu'elle était de 1,68 ug/l au mois de décembre 2022. L'historique des valeurs est par ailleurs très hétérogène et fait s'interroger sur la pertinence du point de mesure en sortie de buse au point de rejet de la Dunières (ce point de prélèvement a été recommandé par le cabinet Derosier à la suite d'une étude hydrogéologique du site portant sur la surveillance des eaux souterraines). Lors de la réunion, il a été convenu de suivre encore l'évolution de ce paramètre et de regarder l'influence de la nouvelle chaîne de trempage/égoutage du produit traité. Par ailleurs, dans le cadre du futur dossier d'autorisation environnementale, la réalisation de piézomètre amont et aval de la Dunières par rapport au site pourrait être ajoutée à la surveillance afin d'identifier une éventuelle contribution du site.

Point 3: L'exploitant prévoit de remblayer son ancien bassin d'orage en vue de la construction d'un nouveau bâtiment et doit ainsi utiliser le bassin qu'il a créé en 2021. L'exploitant a été dispensé d'étude d'impact au titre d'une demande de cas par cas portant sur le dossier d'autorisation relatif à ce bassin. A noter que le busage de celui-ci le rend soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau. L'administration est toujours en attente des études prescrites par la DDT43 dans son avis de mars 2022 (avis transmis par courriel à l'exploitant le lendemain de la visite).

La scierie Moulin profitera du dossier pour porter à connaissance les modifications qu'elle compte mettre en place sur le site actuel de la scierie Moulin (construction de bâtiment et éventuellement de process sur l'ancien bassin). Les plans de récolement des différents réseaux devront également être transmis.

Point 4 : le groupe Moulin Invest a présenté son projet d'extension entre la RD44 et la RD501. Celui-ci serait constitué de 2 entités : l'une travaillant le bois relevant a priori de la rubrique 2410 travail du bois, le régime s'appliquant en fonction de la puissance machine pour cette rubrique est l'enregistrement si la puissance est >à 250 kw et de la déclaration si la puissance machine est comprise entre 50 et 250 kW. La scierie Moulin serait l'exploitant.

L'autre entité exercerait des activités type Moulin Bois energie : rubrique 2260 (broyage,concassage, criblage) et 2910 (chaufferie) relevant respectivement de l'enregistrement et de la déclaration si construction selon le même modèle que l'unité existante.

Il a été conseillé à l'exploitant d'acheter des parcelles viabilisées à la communauté de communes afin que celle-ci se charge des aspects propres à la Loi sur l'eau en lien avec la DDT43 (création des réseaux d'eaux pluviales et des bassins d'orage, imperméabilisation de la zone...), charge ensuite au groupe Moulin Invest de porter les dossiers installations classées pour les 2 entités qui auraient pour exploitants : la scierie Moulin et Moulin Bois Energie.

Délai de réponse à l'administration point 2 (bruit) et point 3 : 3 mois.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet